

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 49

Mercredi 23 avril 1975

Prix : 1 F

ÉDITORIAL

Le colonialisme veut briser la résistance des travailleurs

UNE fois de plus, l'administration coloniale répond à un mouvement de grève des travailleurs en lançant contre eux ses forces de répression. Comme en 1967, en Guadeloupe, comme en 1974 en Martinique, le gouvernement recherche l'épreuve de force avec des grévistes.

Les travailleurs de la région de Sainte-Rose - Lamentin, en Guadeloupe, mécontents des maigres résultats obtenus lors de la négociation qui mettait fin à la première grève du mois de mars, reprenaient le mouvement, décidés cette fois à obtenir plus.

Cela a suffi pour que le préfet dans une déclaration menaçante parle de « subversion », d'agitateurs qui voudraient détruire l'économie de la Guadeloupe.

Prétendant, lui, défendre l'économie de la Guadeloupe, le préfet intervient en réalité pour briser la grève des travailleurs. Le procédé n'est pas nouveau. Il représente chaque fois le risque que des affrontements violents aient lieu. Mais le pouvoir le prend de sang-froid. Il veut ainsi signifier aux travailleurs des colonies que sont les Antilles, qu'ils doivent se contenter de ce qu'on leur donne, qu'il n'est pas question pour eux de se battre pour obtenir des patrons des augmentations plus fortes que celles prévues chaque année.

L'administration manifeste ainsi tout son mépris et toute sa hargne colonialiste que les beaux discours de Giscard ou de ses commis locaux ne peuvent cacher.

Mais son attitude montre aussi sa peur des travailleurs, peur de les voir prendre conscience de leur force, à travers les luttes et les succès qu'ils pourraient remporter contre les patrons. Car c'est bien la classe qui détient dans ses mains le sort des Antilles. Depuis quatre ans, le prolétariat a connu de nombreuses et difficiles luttes au cours desquelles il a payé cher quelques victoires, mais il est sans cesse revenu à la charge. Il n'a pas accepté l'exploitation féroce qu'on lui fait subir. Il n'accepte plus la misère comme une fatalité. Et c'est cela qui fait peur à ces messieurs les profiteurs et à ceux qui les protègent, les préfets et autres.

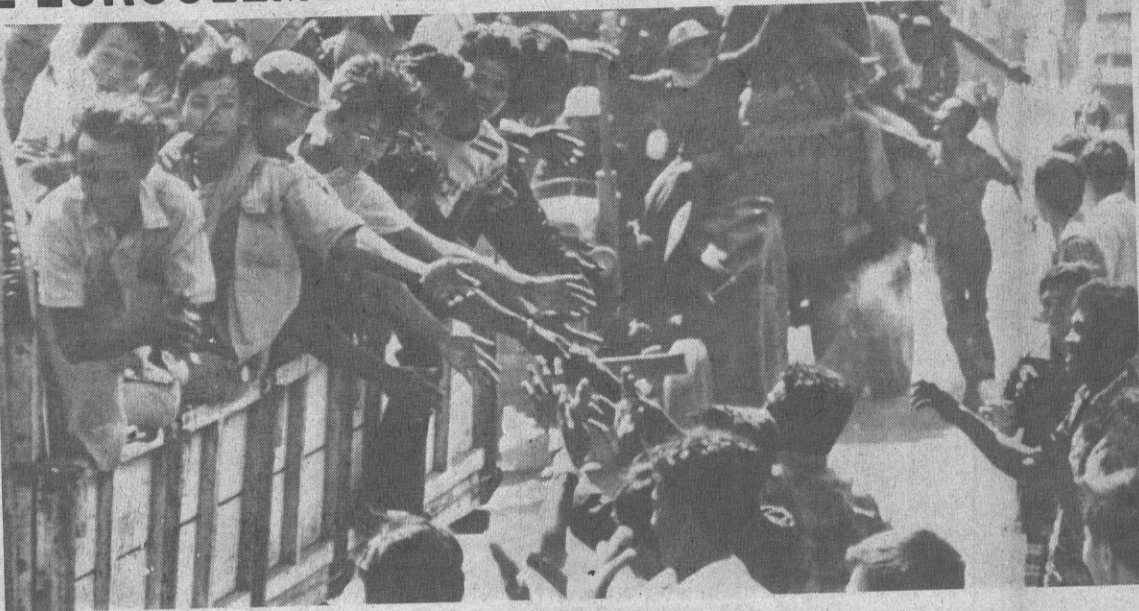
Ils ont raison d'avoir peur. Car, chaque jour un peu plus nombreux, les travailleurs perdent tout espoir de compter sur l'administration ou les hommes politiques en place pour changer quoi que ce soit à leur sort. Et ce n'est pas l'envoi de forces de répression contre les grévistes qui changera rien à ce fait. Bien au contraire — l'administration en agissant ainsi ouvre un peu plus les yeux de ceux qui conservent encore des illusions à son sujet. Elle rapproche le moment où les larges masses laborieuses répondront aux coups qu'on leur porte par les mêmes moyens qui sont utilisés contre elles.

Les agissements de l'administration font comprendre de plus en plus aux travailleurs qu'ils doivent non seulement lutter tous les jours pour améliorer leurs conditions de travail, mais aussi s'engager dans une lutte plus large pour mettre fin aux exactions colonialistes et à l'exploitation capitaliste.

Mais pour y parvenir les travailleurs devront prendre la tête d'une lutte qui conduira à l'indépendance. Car pour pouvoir organiser la société à leur profit et à celui des couches laborieuses de la population les travailleurs doivent se débarrasser de la tutelle coloniale.

Après Phnom-Penh, Saïgon

L'ÉCROULEMENT DES RÉGIMES FANTOCHES



THIEU démissionnaire au Vietnam du Sud ; Phnom Penh pris par les Khmers Rouges : la domination directe de l'impérialisme américain sur l'Indochine vit ses dernières heures.

L'échec américain ne date pas d'aujourd'hui. C'est depuis 1968 déjà que les Etats-Unis, constatant leur impuissance de l'emporter militairement contre le petit peuple vietnamien, ont décidé de ne plus s'accrocher et de se dégager de cette région du monde. Il aura fallu cependant plusieurs années de guerre encore pour que le désengagement américain soit officiellement consacré dans les accords de Paris.

Depuis les accords de Paris, les régimes de Thieu et de Lon Nol étaient condamnés. Ces régimes, dont la principale force ve-

nait du soutien des Etats-Unis, n'étaient pas capables de tenir tout seuls.

Thieu a pu faire illusion quelques mois. Lon Nol jamais ; tant il est vrai que le régime Lon Nol, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat préparé par les USA, n'a jamais pu trouver la moindre assise dans le pays.

Au fur et à mesure que l'aide américaine en armes, en dollars et en « conseillers militaires » diminuait, ces deux régimes glissaient vers la déroute totale. C'était inévitable. Les peuples du Cambodge et du Vietnam devaient cependant payer mois après mois par des milliers de morts, par des dévastations supplémentaires les « derniers quarts d'heure » de la domination de ces régimes qui représentaient de la façon la plus

directe les intérêts américains dans ce pays.

Le régime mis en place au Cambodge après l'effondrement de Lon Nol, ou celui qui se prépare au Vietnam du Sud ne représentent pas le pouvoir des travailleurs, des petits paysans, des masses exploitées des villes et des campagnes. Que la victoire des Khmers Rouges ait ramené au pouvoir le même prince Sihanouk qui avait déclenché naguère la chasse aux Khmers Rouges avant d'être lui-même victime d'un coup d'Etat, cela est tout un symbole.

Néanmoins, grâce à leur courage et leur volonté de combat, les peuples de Vietnam et du Cambodge ont réussi à faire reculer la plus grande puissance impérialiste du monde. C'est là une leçon et un exemple pour tous les opprimés de cette planète.

Guadeloupe

Paysans : la récolte a commencé mais le mécontentement demeure

APRES un mois de grève, les petits planteurs ont commencé à couper la canne sur la base du succès obtenu. Succès partiel certes, mais succès quand même. Désormais, la canne sera payée presque entièrement à la livraison par quatorzaine au lieu de l'être en deux temps comme c'était le cas jusqu'ici.

Le prix de la canne a été aussi augmenté. La tonne de richesse 9 sera payée 109 F jusqu'à 1.000 tonnes et 102 F au-dessus de 1.000 tonnes.

Pour obtenir cela les petits paysans auront fait la grève de la livraison pendant plus d'un mois. Mais aujourd'hui de nombreux

problèmes restent en suspens notamment le paiement de la canne à la richesse. La plupart des paysans sont hostiles à ce mode de paiement. D'autant plus qu'ils n'ont que peu de contrôle sur le calcul de cette richesse.

Les prix de toutes les marchandises continuent d'augmenter. La production des petits planteurs revient aussi plus cher.

Aussi les succès rencontrés cette année dans la lutte contre les grosses sociétés qui possèdent les usines et les grands domaines sucriers ont été insuffisants pour désamorcer la colère des petits planteurs.

Leur mécontentement grandit.

Il est sourd pour l'instant mais il ne manquera pas d'éclater car les difficultés sont de plus en plus insupportables dans les campagnes.

Le problème crucial pour les paysans est celui de la terre et des moyens de la cultiver.

Il est inadmissible que plus de la moitié des terres cultivables appartient à quelques propriétaires et grosses sociétés françaises pendant que des milliers de pauvres paysans crouissent sur de petits lopins.

Cette terre, il faut l'arracher des mains des riches propriétaires. Cette idée suit son chemin dans la conscience paysanne.

LEUR SOCIÉTÉ, COTÉ COUR...

Suppression du S.M.A.G. : Les tours de passe-passe de Giscard

LE 15 janvier 1975, Orsetti, préfet de la Martinique, lors d'une session du Conseil Général, déclare triompha-

lement : « Le régime de quarante

heures qui est celui des activités non agricoles est maintenant étendu à l'agriculture. »

Un mois plus tôt, le 13 décembre 1974 sur la Savane, puis le

lendemain lors de son entrevue avec les syndicats, Giscard n'avait pas hésité à promettre « une égalité de fait », et à parler de parité du SMIC-France avec le SMIC-DOM.

...COTÉ JARDIN

Mais voici que le 28 février un arrêté décide qu'à partir du 1^{er} mars, le salaire pour le commerce, l'industrie et l'agriculture en France sera majoré de 2,9%, mais que pour les DOM cette augmentation se fera sur la base de quarante heures pour le commerce et l'industrie, et sur la base de quarante-huit heures pour l'agriculture.

Ainsi nous constatons deux choses :

1°) Qu'il y a deux catégories de SMIC : un SMIC commerce-industrie et un SMIC agriculture, même si par ailleurs ils ont la même valeur ;

2°) Que le pourcentage de cette augmentation est calculé sur la base de quarante-huit heures pour le SMIC-agriculture, ce qui revient à dire que le jour où le gouvernement sera obligé d'augmenter le SMIC, il aura tout loisir de ne pas augmenter ou d'augmenter moins le SMIC-agriculture.

Voilà donc un des tours de passe-passe dont le gouvernement colonialiste a le secret pour tromper les travailleurs.

Ainsi, disparu le 13 décembre par la bouche de Giscard sur la Savane, le SMAG réapparaît en fait le 28 février par un arrêté de Stirn.

Il restera aux travailleurs de l'agriculture comme des autres branches à se battre pour obtenir un salaire minimum décent.

Des patrons du Bâtiment violent la convention collective

LORS de leur dernière grève, les ouvriers du Bâtiment, des travaux publics et annexes, avaient obtenu une substantielle augmentation de salaire. Ainsi le salaire du manoeuvre qui était de 5,90 F passait à 7,10 F l'heure.

Or il existe beaucoup d'entreprises qui n'hésitent pas à violer la convention collective en payant un salaire inférieur à leurs ouvriers, et l'entreprise SERI Saver,

entreprise de métallurgie est de celles-là. Chez SERI, l'ouvrier qualifié touche 6,75 F de l'heure, donc un salaire inférieur à celui du manoeuvre qui est de 7,10 F comme l'exige la convention collective. D'ailleurs cela fait longtemps que SERI prend certaines libertés vis-à-vis de la législation du travail, et il le fait jusqu'à présent en toute impunité. SERI n'est cependant pas le seul à bafouer les lois, il y a ceux qui le font de manière plus déguisée.

Voilà avec quel mépris les patrons traitent les travailleurs. Si les SERI, SATRAB et compagnie se permettent de tels agissements c'est parce qu'ils bénéficient d'une conjoncture qui leur est favorable. Celle de l'insuffisance d'organisation des travailleurs du Bâtiment, alors que ce secteur de l'économie est gravement touché par la crise, jetant ainsi des milliers d'ouvriers au chômage. Et cette armée de chômeurs fait une pression considérable sur le salaire de ceux qui travaillent. Les patrons l'ont très bien compris, et le fait d'avoir signé une convention collective ne les empêche pas de renier dans les faits leur engagement. Comme quoi il ne suffit pas qu'un avantage acquis soit inscrit dans les textes : les travailleurs doivent se battre pour en imposer l'application aux patrons récalcitrants.

Lycées-collèges : Réforme Haby, la concertation... sans discussions !

LE ministre de l'Éducation, Haby, a envoyé le mois dernier aux chefs d'établissement une note concernant « l'information des enseignants, des parents et des élèves au sujet de la réforme de l'éducation ». On sait que cette réforme vise à renforcer la sélection dans l'enseignement au détriment des enfants des couches modestes, pour le bénéfice des capitalistes à qui elle fournit ainsi rapidement de la main-d'œuvre.

Mais il est à croire que le ministre ne tient pas du tout à ce que sa réforme soit connue et discutée par les principaux intéressés, c'est-à-dire les élèves, car il précise bien que les chefs d'éta-

blissement « interdiront toutes réunions d'élèves dans les établissements au cours desquelles, des adultes, parents ou enseignants ou d'autres envisageraient de se livrer à un commentaire favorable ou défavorable des propositions de réforme ».

Le ministre craindrait-il donc des commentaires défavorables ? Ce en quoi il a raison, car les lycéens et collégiens manifestant par milliers dans les rues contre sa réforme, lui ont bien montré qu'ils n'entendaient pas la passer sous silence, et qu'ils savaient apprécier à sa juste valeur la « volonté de dialogue » du gouvernement.

L'expulsion des Haïtiens : Un service rendu aux gros commerçants

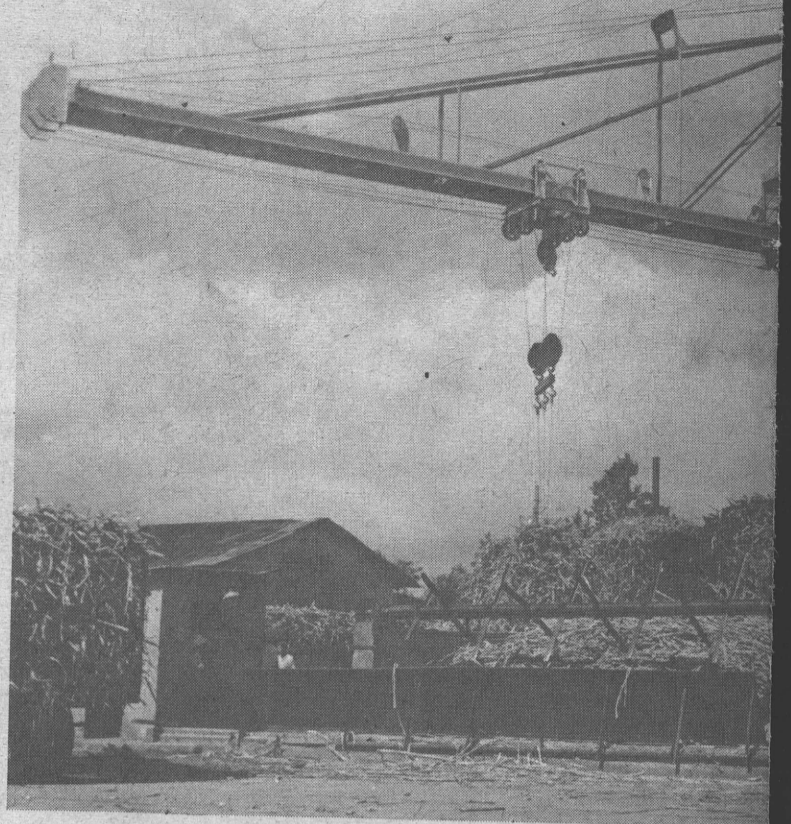
DANS le courant du mois de mars, le préfet de la Martinique, Orsetti, a pris un arrêté d'expulsion contre les Haïtiens en situation « irrégulière » à la Martinique. Plus d'une cinquantaine d'Haïtiens ont déjà été expulsés.

Que leur reproche-t-on ? De faire du commerce ce qui occasionnerait une perte d'un milliard d'AF par an pour les gros commerçants martiniquais. Car ces messieurs ne sont sans doute pas étrangers à la mesure prise. Déjà, depuis le

début de l'année, les contrôles se faisaient sévères contre les marchands haïtiens.

Ainsi, pour protéger un peu plus les profits des Prisunic, Monoprix et autres Unimag, l'administration colonialiste n'hésite pas à chasser des petites gens et saisir leurs marchandises. Le plus cynique de l'affaire est que dans le même temps, le compère d'Orsetti en Guadeloupe, Le Cornec, faisait venir d'autres Haïtiens, ouvriers agricoles ceux-ci, pour briser la grève de la canne.

LES TRAV



La grève du 14 avril plantations de

LES dernières négociations consécutives à la grève de mars avaient conduit le patronat à accepter de donner 5 % d'augmentation et à promettre fermement d'aligner les salaires agricoles sur les salaires industriels. Ayant obtenu en partie gain de cause, l'UTA appelait les ouvriers agricoles à reprendre le travail dès le vendredi 4 avril. En ce qui concerne l'alignement des salaires agricoles sur ceux de l'industrie, une nouvelle rencontre était prévue le lundi 7 avril. L'absence du préfet avait empêché le déroulement de cette entrevue, et les syndicats ouvriers étaient conviés le vendredi 11 avril. A cette réunion, les patrons du sucre annonçaient qu'ils ne pouvaient accepter l'alignement des salaires agricoles sur les salaires industriels, qu'à condition que les ouvriers agricoles travaillent huit heures par jour, c'est-à-dire de 6 heures à 14 heures, ou encore que les tâches soient augmentées. Augmentation des tâches qui amènerait le coupeur à abattre une longueur de 140 à 150 mètres au lieu des 80 à 100 mètres actuels. En fait, cet allongement de la journée de travail ou l'augmentation des tâches équi-

vaudrait pour l'ouvrier agricole à une diminution de salaire, même sur la base des récentes augmentations.

En outre, nul n'ignore l'aspect pénible du travail de la canne. Que les patrons demandent à un ouvrier de rester huit heures d'affilée dans un champ de canne, voilà qui montre bien le peu de cas qu'ils font de la santé des travailleurs. Pour toutes ces raisons donc, l'UTA refusait de signer des accords et dès le samedi 12, elle appelait à nouveau les travailleurs à reprendre le mouvement de grève. Dimanche, les conducteurs d'engin et tous ceux qui ramassent la canne arrêtaient de travailler sur l'habitation de Darras au Lamentin et sur d'autres habitations de Sainte-Rose.

Le lundi 14, la grève était presque totale dans la région de Sainte-Rose, Lamentin et sur certaines habitations de la Grande-Terre. Le mardi 15, le préfet venait à nouveau au secours des usiniers. Par la voie des ondes, il promettait de faire revenir les CRS et les képis rouges sur les champs, et menaçait à mots à peine voilés, de réprimer « les subversifs » qui dirigeaient le mouvement. Et dès mardi, on notait la

La jeunesse antillaise au chômage

LA moitié de la population antillaise a moins de vingt ans. C'est la jeunesse qui ressent plus durement les conséquences du chômage.

Depuis 1962, chaque année, ce sont des centaines de jeunes qui sont obligés de quitter le pays pour tenter de trouver du travail en France. Le gouvernement colonial n'a rien trouvé de mieux pour essayer de régler le problème du chômage que l'émigration forcée en créant le BUMIDON (bureau de migration des départements d'outre-mer).

N'en pouvant plus de chômage et de misère, beaucoup de jeunes s'organisent en petits gangs et s'adonnent aux menus larcins, volant dans les magasins ou ailleurs. France-Antilles lance de véritables appels à la répression contre eux, les cloue au pilori ; c'est quotidiennement que ce journal du colonialisme se complait à montrer à la une les photos de ces jeunes pour lesquels il n'y a plus alors de qualificatifs assez forts et assez violents. Beaucoup se retrouvent en prison, frappés

de lourdes peines et peut-être brisés pour le restant de leurs jours.

Quant aux policiers et aux gendarmes, ils se complaisent eux aussi à tracasser ces jeunes, que ce soit à l'entrée d'un bal, d'un cinéma, sur les routes, à mobylette, au stade... jusqu'au moment où, excédés, ces jeunes leur disent franchement ce qu'ils pensent d'eux !... prétexte tant attendu des flics pour réprimer. Et les exemples de répression brutale de la jeunesse ne manquent pas : en 1967, lors des massacres, ce sont des jeunes travailleurs et chômeurs qui ont le plus payé la note sanglante : blessés par dizaines, arrestations, humiliations les plus vicieuses des képis rouges et CRS, se sont succédés pendant trois jours. Ensuite, ce furent la série de petits procès moins spectaculaires que ceux des militants politiques mais plus répressifs, des mois, des années de prisons.

Pour beaucoup, l'armée apparaît comme un refuge. Certains devançant l'appel, ils espèrent

ainsi fuir, qui les querelles de famille, qui, la faim, qui le chômage ou la misère ou l'ennui, et bien souvent le port de l'uniforme est une façon de se sentir un peu plus « homme ». Mais hélas, le désenchantement est vite arrivé : la caserne, c'est le racisme, la discipline stupide, les corvées, les brimades de toutes sortes.

La jeunesse antillaise est une jeunesse colonisée, dont la dignité est constamment foulée aux pieds. C'est une jeunesse qui vitote, qui chôme et qui se trouve profondément marquée par la morphine colonialiste qui pénètre par tous les pores la société, avec sa propagande radiotélévisée, sa presse pourrie, son racisme puant, ses inégalités de classe tranchées au couteau.

La jeunesse antillaise est excédée. Elle doit faire entendre sa voix.

Dans les quartiers, les bidonvilles des communes et des villes, elle peut s'organiser pour lutter contre ce système, pour la libération des Antilles, pour la prise du pouvoir par les travailleurs.

Pierre-Jean CHRISTOPHE

TRAVAILLEURS DES CHAMPS EN LUTTE

U.T.A. : derrière l'apolitisme affiché, une politique contraire aux intérêts des travailleurs

DURANT la grève les militants de notre tendance ont à plusieurs reprises dû faire face au sectarisme et aux menées antidémocratiques des dirigeants de l'UTA.

C'est ainsi qu'au cours d'un de nos meetings, des intellectuels qui soutiennent l'UTA conduits par un dirigeant de cette organisation sont intervenus pour troubler la réunion et essayer de dresser l'assistance contre nous. Ils ont essayé le même procédé en d'autres occasions. Au nom de l'apolitisme, bien sûr, ce qui est une façon hypocrite de faire de la politique.

Il est significatif par exemple que l'idée de faire appel aux travailleurs de l'usine de Grosse-Montagne a rencontré l'approbation de nombreux grévistes. Mais justement ce sont des idées de ce genre qui déplurent aux dirigeants de l'UTA. Tout ce qui va dans le sens d'une organisation autonome des travailleurs, du rapprochement entre les travailleurs des champs avec ceux des autres secteurs rencontrent leur hostilité.

L'attitude actuelle des dirigeants nationalistes de l'UTA est dictée bel et bien par des considérations politiques. Ce sont des militants pour qui la solution aux problèmes des masses populaires passe uniquement par le départ des représentants du colonialisme français. Même si c'est pour remplacer les privilégiés actuels par d'autres de même nationalité que nous. Ils refusent de poser les problèmes politiques en termes de classes. Ils refusent de voir demain la Guadeloupe dirigée par les travailleurs. Aussi sont-ils hostiles dès maintenant à une tendance politique qui justement militent sur un programme révolutionnaire prolétarien, c'est-à-dire pour que la classe ouvrière soit en mesure de prendre la tête de la

lutte pour l'indépendance. C'est cette opposition à cette orientation politique qui explique la haine de certains dirigeants nationalistes à notre égard.

Car effectivement, notre ligne politique, qui est celle des intérêts des travailleurs, va contrecarrer leur volonté de faire aboutir la révolution pour l'indépendance à un Etat dirigé par quelques privilégiés de la petite-bourgeoisie intellectuelle.

Bien sûr, il est nécessaire à cette tendance nationaliste qui contrôle la direction de l'UTA de rechercher un appui de masses. Elle fait des efforts en ce sens soit auprès des ouvriers agricoles, soit près des petits paysans. Mais l'orientation qu'elle donne aux luttes n'aboutit pas à permettre que les travailleurs fassent des pas dans la voie de la prise en main de leur mouvement et du contrôle de leurs dirigeants. Ceux de l'UTA pratiquement ne donnent jamais la parole aux travailleurs de la base pour décider quoi que ce soit. Tout est décidé entre un certain nombre de dirigeants et de délégués. Les travailleurs n'ont que fort peu la possibilité de décider vraiment de ce qui doit être fait.

Les dirigeants nationalistes veulent simplement que les travailleurs ou les petits paysans leur servent de troupes, alors qu'ils se réservent la direction des opérations. La vraie classe ouvrière, celle des usines des chantiers, des bureaux, des champs, ils ne veulent pas la voir diriger quoi que ce soit. A la place, ils s'intitulent eux-mêmes « Nous, la classe ouvrière », c'est-à-dire « Nous, les dirigeants nationalistes ». Il ne leur vient pas à l'esprit qu'il soit possible que la lutte pour l'indépendance puisse déboucher sur un Etat appartenant aux travailleurs, contrôlé par eux du haut en bas de son organisation. Ils n'envisagent à aucun moment cette

éventualité car ils n'ont pas les mêmes raisons que les travailleurs de lutter contre le colonialisme. Entre un intellectuel et un ouvrier, l'un des deux est plus colonisé que l'autre. La petite-bourgeoisie citadine souffre dans sa dignité. Tandis que les travailleurs souffrent dans leur dignité et dans leur chair. Ils vivent une double oppression, celle du colonialisme et celle du capitalisme. Ils ont une double lutte à mener, un double fléau à faire disparaître. Les intellectuels nationalistes pourront se contenter de voir flotter un drapeau national à la place du drapeau français sur la Guadeloupe, ou d'avoir désormais une carte d'identité guadeloupéenne. Les travailleurs, eux, se battent pour plus que cela. C'est une société radicalement différente de celle-ci qu'ils auront à mettre sur pied. Mais pour cela, il est vital

pour la classe ouvrière de s'organiser de manière autonome dans le combat contre le pouvoir colonial. Et c'est justement de cette autonomie que les nationalistes petits-bourgeois de tout acabit ne veulent pas.

Contrairement à ce que peuvent affirmer les dirigeants de l'UTA qui sont conseillés par les « démissionnaires du Gong », ce sont bien des questions politiques qui les opposent à nous. Ils ont beau affirmer qu'ils ne font pas de politique, en réalité, ils en font une bien précise : prendre la tête des masses sans que celles-ci soient en mesure de leur demander des comptes. C'est le fond même de la politique nationaliste. C'est la ligne que défendent les démissionnaires du Gong. Et c'est cette ligne qu'ils n'ont pas le courage de défendre ouvertement devant les travailleurs.

Avril sur les champs de canne

présence « d'hommes armés » en uniforme, sur les champs de canne. Se laissant intimidés, éprouvant de sérieuses difficultés matérielles, ne comprenant pas bien les objectifs de la grève, dont les mots d'ordre étaient loin d'être clairs, les travailleurs amorçaient un mouvement de reprise le mercredi 16, qui devait se poursuivre le lendemain. C'est dans ces conditions que se déroulèrent les dernières négociations entre l'UTA et les patrons. De cette réunion, rien ne devait sortir, à cause surtout de l'intransigeance patronale. L'UTA acceptait à son tour de faire à nouveau des concessions, et admettait 47,87 F pour le coupeur. Salaires correspondants à l'indice 110 et 130 en industrie. Les patrons les estimaient toujours trop élevés, et ne faisaient aucune concession. A la suite de ces résultats, l'UTA appelait à la reprise du travail pour le vendredi 18.

Les travailleurs auront vu intervenir préfet et forces de répression pour soutenir les capitalistes usiniers. C'est là une leçon qu'ils ne sont pas près d'oublier. Dans l'avenir, ils sauront mieux s'organiser, mieux contrôler leur propre mouvement.

Mécontentement dans les champs de banane et politique syndicale

DEPUIS avril 1974, et en dépit de la hausse vertigineuse des prix, le salaire des ouvriers de la Banane n'est passé que de 35,50 F à 37,85 F soit une dérisoire augmentation de 2,35 F par jour en une année.

Comme en février dernier, les ouvriers de la Banane de Martinique, à la suite d'une menace de grève ont obtenu que leur salaire passe à 45,44 F c'est-à-dire au même niveau que le SMIC, les responsables CGT-Banane de la Guadeloupe ont commencé à s'agiter que peu car ils se sont souvenus que l'année dernière en avril la grève avait démarré dans la région de Capsterre précisément parce que les travailleurs voulaient percevoir le même salaire qu'en Martinique. Et c'est ainsi que des conversations ont eu lieu à la fin du mois de

mars entre les responsables CGT et la direction de la SCEFA, l'une des plus importantes sociétés exportatrices de banane de la Guadeloupe.

Ces accords ont abouti à la création de classifications dans cette plantation, chose déplorable car cela aboutit tout simplement à diviser les travailleurs et à les mettre un peu plus à la merci des gros propriétaires. La plus basse catégorie percevra le salaire à 5,49 F de l'heure, soit 43,92 francs, les deux autres à 5,76 F, soit 45,68 F et 6,04 F, soit 48,32 francs.

La direction de la CGT, pour ne pas avoir à organiser une grève dans ce secteur pensait obtenir que de tels accords soient signés de manière séparée avec chaque gros propriétaire, et elle escomptait notamment que celui signé avec la SCEFA soit étendu aux autres plantations. Or il s'avère que les propriétaires comme Dormoy, Buttet, Deravin pour ne citer que les plus importants refusent de signer cet accord. Chez Thionville, des discussions ont eu lieu récemment mais on n'en sait pas encore les résultats.

Voilà où conduit cette politique de passivité. Sur certaines plantations, les travailleurs touchent 43,92 F, sur d'autres 37,85 F et même quelquefois 30 ou 35 F.

Cela divise les travailleurs. Le rôle d'un syndicat ne serait-il pas d'unifier les forces des travailleurs de la Banane plutôt que d'être complice d'une opération de division ?

Le comité de grève indispensable

POUR les ouvriers agricoles comme pour ceux des autres secteurs, il est nécessaire au cours des grèves de se donner une organisation qui soit la leur, qui leur permette à tout moment de la lutte, de contrôler le mouvement en contrôlant tous ceux qui parlent en leur nom.

Cette organisation différente du syndicat ne lui est pas opposée. Simplement elle remplit un autre rôle. Elle permet aux travailleurs d'animer et de diriger eux-mêmes leurs luttes. Elle permet de faire le point à chaque instant sur le déroulement de la grève. Ce « comité de grève » a manqué aux travailleurs de la canne.

C'est ainsi que tout en ayant confiance dans le syndicat (UTA), à plusieurs reprises des travailleurs, assez nombreux, ont fait des propositions dont l'UTA n'a tenu aucun compte. Par exemple, beaucoup de grévistes voulaient s'adresser aux travailleurs des usines et les entraîner dans la lutte, de manière que plus une seule canne ne soit broyée. L'UTA s'est constamment opposée à cette démarche et l'a même critiquée comme étant une « proposition de Combat Ouvrier » pour « provoquer » les forces de répression qui se trouvaient aux abords de l'usine !

De même ce n'est que sous la pression de plus en plus forte des travailleurs que les dirigeants de l'UTA finirent par admettre qu'il fallait manifester à Pointe-à-Pitre.

Lors de l'arrêt du mouvement pour discuter avec les patrons, il aurait fallu aussi que les travailleurs prennent eux-mêmes la décision de continuer ou d'arrêter la grève. Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs agricoles pensent que c'était une erreur d'avoir arrêté la grève après l'intervention des forces policières, même si le préfet acceptait, ensuite, de négocier.

Mais précisément pour que l'opinion de tous les travailleurs, ceux qui sont délégués comme ceux qui ne le sont pas, ceux qui sont syndiqués comme les non-syndiqués puisse être entendue, les grèves doivent être dirigées et contrôlées par un comité de grève.

Les leçons à tirer de ce mouvement de grève doivent surtout conduire les travailleurs à ne se fier dans toutes les luttes à venir que sur leur propre force et qu'à leur propre direction. La grève est l'arme des travailleurs, elle doit leur appartenir entièrement.



COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZOZOR

Adresseur
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97264 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93300 AUBERVILLIERS
Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ETRANGER : écrire au journal.
Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jacelyn BIRAC
CCP 32 566-71 La Source

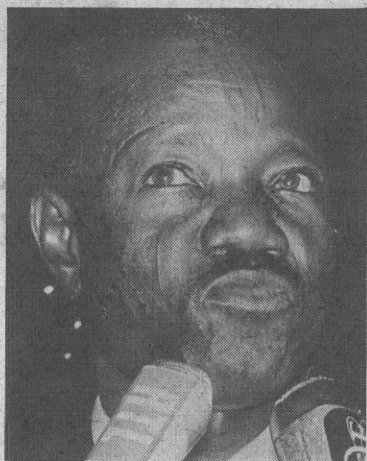
Tchad :

Tombalbaye disparu, la dictature se maintient

LE 13 avril dernier, celui qui présidait aux destinées du Tchad trouvait la mort au cours de l'assaut donné à son palais par un groupe de militaires putschistes. Cette mort, personne ne la regrettera. Surtout pas la population tchadienne. Car en quinze ans de règne, Tombalbaye n'a su qu'affermir son pouvoir personnel. En cela, la dictature de Tombalbaye n'était guère différente de toutes celles qu'a secrété l'Afrique après l'accession des colonies à l'indépendance. Une dictature féroce, barbare. Mais en réalité, si des individus semblables à Tombalbaye ont pu prendre en main la direction des nouveaux Etats au lendemain de

la décolonisation, c'est parce que l'impérialisme français les a lui-même installés aux postes de commande.

Et François Tombalbaye, l'une des dernières créatures de l'impérialisme français, sélectionnées pour être au service des intérêts impérialistes, a bénéficié de toute l'aide de l'Etat français qui s'est révélé prompt à intervenir en maintes occasions. Régime honni par la population, le régime de Tombalbaye a en effet eu à faire face à de fréquentes révoltes paysannes, telle celle de 1968 qui a éclaté à la suite d'un incident survenu au cours d'une collecte d'impôts. C'est la présence pen-



dant trois années consécutives d'un corps expéditionnaire français qui a évité au pouvoir d'être davantage ébranlé, des foyers de rébellion ayant pris naissance dans le nord du pays.

Aujourd'hui, les militaires qui prennent place autour du fauteuil présidentiel n'ont pas de perspectives différentes de celles de leur prédécesseur à offrir aux masses laborieuses du pays. Le pouvoir qui s'installe ne peut être que dictatorial. Il en est ainsi parce que, dans un pays pauvre, divisé sur le plan social, déchiré par les querelles tribales attisées par le colonialisme, la bourgeoisie, quelle que soit sa composante concer-

née, est incapable d'établir un pouvoir démocratique.

Les militaires tchadiens qui dirigent désormais l'Etat vivaient dans l'ombre même de l'ancien chef d'Etat jusqu'à leur coup de force. Ils ont appris leur métier chez Tombalbaye. Alors, si la révolution de palais modifiera quelque peu la composition du personnel politique, le pouvoir n'en sera pas plus démocratique pour autant, pas même au sens que l'on donne à ce mot dans les démocraties bourgeoises. Un dictateur en uniforme aura seulement succédé à un dictateur sans uniforme.

Philippe DETRAT.

1^{er} Mai : journée internationale de lutte des travailleurs

DEPUIS près de quatre-vingt-dix ans, le 1^{er} mai est une journée symbolique pour les travailleurs du monde entier.

C'est en 1886 que, pour la première fois, le 1^{er} mai avait été choisi comme journée de combat aux Etats-Unis, dans le cadre de la lutte engagée par les travailleurs de ce pays pour arracher la journée de 8 heures.

Chicago était le centre de la lutte ouvrière. C'est dans cette ville que les manifestations de masse et l'agitation furent les plus importantes.

Le 1^{er} mai et plusieurs jours durant les travailleurs organisèrent manifestations et meetings. La bourgeoisie effrayée décida de taper vite et fort. Une provocation fut organisée dès le 4 mai. Au cours d'un meeting dans le square de Haymarket, une bombe fut lancée dans les jambes des policiers. Le prétexte était

trouvé. Quatre dirigeants du mouvement ouvrier furent arrêtés puis pendus.

Dans le mouvement ouvrier international, ces assassinats odieux provoquèrent l'indignation.

C'est en commémoration des luttes ouvrières et de la répression sauvage de la bourgeoisie, que depuis 1886, les travailleurs du monde entier ont fait du 1^{er} mai une journée internationale de lutte des travailleurs.

Le 1^{er} mai, les travailleurs, en se rassemblant par milliers, en criant leur colère montrent à la bourgeoisie que par-delà les frontières, par-delà les régimes, ils forment une seule et même classe, la classe des hommes et des femmes qui produisent toutes les richesses, la classe des exploités qui luttent contre toutes les formes d'oppression et pour débarrasser le monde du fléau capitaliste.

Le Portugal à l'heure des élections

AU moment où nous écrivons, les élections n'ont pas encore eu lieu au Portugal. Mais, de toute façon, ces élections qui semblaient si déterminantes il y a un an, apparaissent d'une importance bien plus limitée aujourd'hui.

En effet, depuis un an, les militaires du MFA, tout en répétant qu'ils voulaient faire des élections, ont pris toute une série de mesures destinées à leur assurer la réalité du pouvoir, indépendamment de ce qui sortira des urnes électorales.

Car les militaires du MFA, partisans à l'origine d'un régime par-

lementaire, sont de plus en plus réticents à son égard. En fait, il n'existe dans le Portugal d'aujourd'hui aucune base sociale pour une démocratie parlementaire bourgeoise.

Alors, même si c'est la fraction radicale de l'armée qui reste au pouvoir, on s'achemine vers une dictature. Dictature militaire « progressiste » certes ! Du même progressisme que celles de Boumediene ou de Khadafi...

Cette évolution n'est d'ailleurs nullement garantie.

Le MFA peut être écarté de la direction de l'armée au profit de

la fraction « spinoliste » de celle-

Régime à la Boumediene ou régime à la Pinochet, voilà à quelle alternative se limite de plus en plus l'avenir du Portugal, si cet avenir doit se jouer sur le terrain de la bourgeoisie.

Quant aux élections qui auront lieu cette semaine, elles peuvent certes changer le rapport de force des partis et groupes politiques. Mais pour ce qui est du rôle du MFA, ce que l'on va pouvoir maintenant apprécier, c'est jusqu'à quel point il a réussi, par les mesures qu'il a prises, à assurer son hégémonie, quels que soient les résultats électoraux.

DANS L'EMIGRATION

DANS L'EMIGRATION

DANS L'EMI

IL FAUT COMBATTRE LE RACISME



LE 16 mars dernier, Mohamed Bechir Rassaa, un ouvrier tunisien est mort chez lui, dans la banlieue parisienne, assassiné par une bande de voyous racistes. Ce fut un crime raciste et prémédité qui n'a pu être accompli qu'avec l'impunité et même la complicité de la police. Il s'inscrit dans toute une sé-

rie d'attentats racistes contre lesquels il ne faut pas attendre de quelconque riposte de l'Etat et de sa police elle-même raciste.

Ce racisme dont a été victime Mohamed Bechir Rassaa, les travailleurs antillais le connaissent bien. Sous une forme insidieuse, celle des brimades quotidiennes, mais aussi sous sa forme criminelle, comme ce fut le cas pour Patrick Mirval.

D'ailleurs le racisme est un danger mortel pour toute la classe ouvrière et pour l'ensemble de la population laborieuse. Celles-ci ne doivent donc pas laisser une poignée de voyous racistes assassiner impunément les travailleurs immigrés en France. Que les racistes sachent qu'ils devront rendre des comptes ! Qu'ils se retrouvent isolés dans les écoles, les entreprises, les quartiers ! Que ceux qui se contentent de colporter des propos racistes sachent qu'ils sont complices et parfois

directement responsables des assassinats racistes, et que pour cette raison ils seront dénoncés publiquement et pourchassés. Cette lutte impitoyable contre le racisme elle doit être menée par les travailleurs sous peine de le payer cher demain. Car si les voyous de l'extrême-droite s'attaquent aujourd'hui aux travailleurs immigrés en croyant avoir l'approbation de la majorité de la population, demain ils n'hésiteront pas à agir comme les nazis : détruire les organisations ouvrières, assassiner aux sorties d'usines ou dans les quartiers ouvriers.

Un comité pour faire la vérité sur l'assassinat de Bechir Rassaa s'est formé à Paris. Combat Ouvrier soutient les activités de ce comité. En particulier, nous avons participé au meeting organisé dans la salle de la Mutualité à Paris contre le racisme, meeting où participèrent près de deux mille personnes.

Cet attentat n'a pas été pour le moment revendiqué, mais il fait suite aux agressions fascistes perpétrées contre les locaux de Révolution ! et du Comité de défense des appelés, contre les travailleurs immigrés, et contre des participants à la manifestation de soutien aux combattants indochinois. Il est hors de doute qu'il soit l'œuvre d'un groupe d'extrême-droite.

Combat Ouvrier s'associe à la protestation du Groupe Révolution Socialiste contre cette agression.

**Attentat
contre
le local
du
Groupe Révolution
Socialiste
à Paris**

Le 16 avril, vers 8 h 45, un attentat a été commis au 95 rue du Faubourg-Saint-Martin, dans un local utilisé par le Groupe Révolution Socialiste pour la rédaction de son journal *Libération Antilles-Guyane*. Le local a été incendié. Il y a de très importants dégâts matériels et du matériel a été volé.

Des locataires de l'immeuble ont aperçu un groupe d'individus qui s'enfuyait quelques secondes avant le déclenchement de l'incendie.

Paris :

SUCCES DU GALA DE COMBAT OUVRIER



Environ cinq cents personnes ont assisté à la soirée de gala organisée par Combat Ouvrier le 19 avril dernier à Paris.

Il s'agissait pour la quasi totalité de travailleurs et travailleuses martiniquais et guadeloupéens qui étaient venus parfois d'assez loin pour témoigner leur sympathie à nos camarades militant dans l'émigration, et pour passer quelques heures agréables avec des artistes et des musiciens des Antilles, de Guyane et d'Afrique, qui sont venus offrir bénévolement leur concours au succès de la fête.

Une soirée sympathique et réussie qui, comme l'ont souhaité tous les participants, ne sera pas la dernière.

TOUS A LA FETE DE LUTTE OUVRIERE

Cette année, pour la cinquième fois, Combat Ouvrier participera à la fête que Lutte Ouvrière, organisation révolutionnaire française, organisera à Mériel, dans la région parisienne les 17, 18 et 19 mai. A cette fête, des exposés, des forums-discussions sur les différents problèmes politiques, une allocution d'Arlette Laguiller, sont prévus. Diverses organisations révolutionnaires de France et de l'étranger sont invitées. Si la fête de Lutte Ouvrière sera

une occasion de discuter politique, elle sera aussi l'occasion de se distraire en plein air, parmi les très nombreux stands, et d'assister à des spectacles variés de qualité.

Les travailleurs antillais en France sont donc invités à venir nombreux au stand Combat Ouvrier à la fête de Lutte Ouvrière. Pendant les trois jours des cars de la fête partiront toutes les demi-heures de la Porte de la Chapelle.